



NOUS NE LAISSERONS PERSONNE DE CÔTÉ

« Les dix prochaines années, qui ont été désignées comme la décennie d'action et de réalisation du développement durable, seront les plus critiques de notre génération. C'est d'autant plus important que nous reconstruisons mieux après la pandémie de COVID-19. Nous avons besoin d'un système de développement des Nations unies solide et d'une collaboration efficace entre les Nations unies et les institutions financières internationales. Nous soutenons les efforts et les mesures du Secrétaire général à cet égard. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre l'Agenda 2030 dans son intégralité et dans les délais prévus. Il n'y a pas d'alternative. Les peuples doivent être au centre de tous nos efforts. Une attention particulière doit être accordée aux personnes en situation de vulnérabilité. L'accès humanitaire à ceux qui ont besoin d'aide doit être accordé sans obstacle ni retard et dans le respect des principes humanitaires. Nous sommes guidés par la déclaration universelle des droits de l'homme et les traités et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et nous veillerons à garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de chacun ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« L'ONU a contribué de manière significative à la construction d'un monde plus pacifique et plus égalitaire, mais chaque personne qui n'est pas encore scolarisée, qui vit encore dans la pauvreté ou qui ne sait pas d'où viendra son prochain repas devrait nous rappeler qu'il reste beaucoup à faire ».

Dialogue organisé par l'ONU Brésil, 31-45 ans, cadres et professionnels, principalement des hommes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants ont identifié plusieurs obstacles qui minent la vie et la dignité des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, entravant et, dans certains cas, inversant les progrès du développement. Les participants ont identifié une série de causes d'inégalité, ainsi que des facteurs qui influencent ou exacerbent les désavantages et l'inégalité pour beaucoup. Les participants ont souligné l'extrême disparité entre les plus riches et les plus pauvres, et l'extrême concentration de la richesse dans les mains d'un très petit nombre.

Sur les inégalités socio-économiques

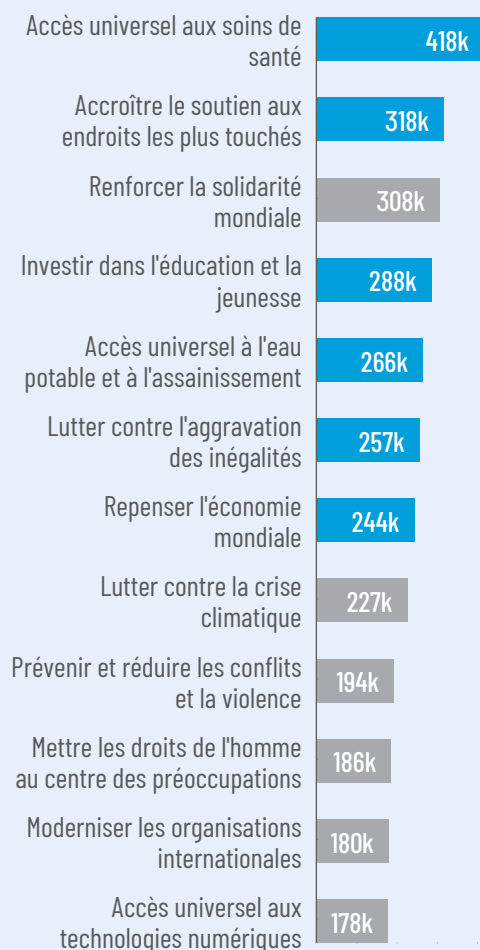
Les participants se sont inquiétés de la polarisation croissante de la répartition des richesses entre et au sein des nations. Ils ont discuté des inégalités liées aux revenus, au niveau d'éducation, à l'espérance de vie, à l'accès aux services de base (alimentation, logement, santé et éducation), les zones rurales étant les plus touchées. Les structures sociales existantes ont été considérées comme perpétuant les inégalités et les désavantages, en particulier pour les femmes et les filles. Les participants ont estimé que la structure du système économique dominant, ainsi que les conflits, la criminalité, les troubles psychosociaux et les violations des droits de l'homme, aggravaient les inégalités.

Sur les causes et l'impact de la discrimination

Les participants de toutes les régions ont fait part de leurs préoccupations concernant l'exclusion des personnes sur la base de leur sexe, de leur classe sociale, de leur orientation sexuelle et de



Enquête de l'ONU75
Priorités immédiates pour se remettre de la pandémie :
L'accès aux services de base, le soutien international aux endroits les plus touchés, la réduction des inégalités sont autant de priorités absolues



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
 Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

leur handicap. Ils ont souligné la marginalisation des personnes handicapées et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que les défis auxquels est confrontée la communauté LGBTQI+.

« L'inégalité a un visage et une histoire. Certains groupes ont été historiquement marginalisés de manière systématique, tandis que d'autres ont conservé la majorité du pouvoir et des biens. L'inégalité est fonction de l'endroit où vous êtes né et où vous vivez aujourd'hui : si l'inégalité entre les pays a diminué, le fossé entre les pays développés et les pays en développement reste très important, et à l'intérieur d'un même pays, l'inégalité a augmenté ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

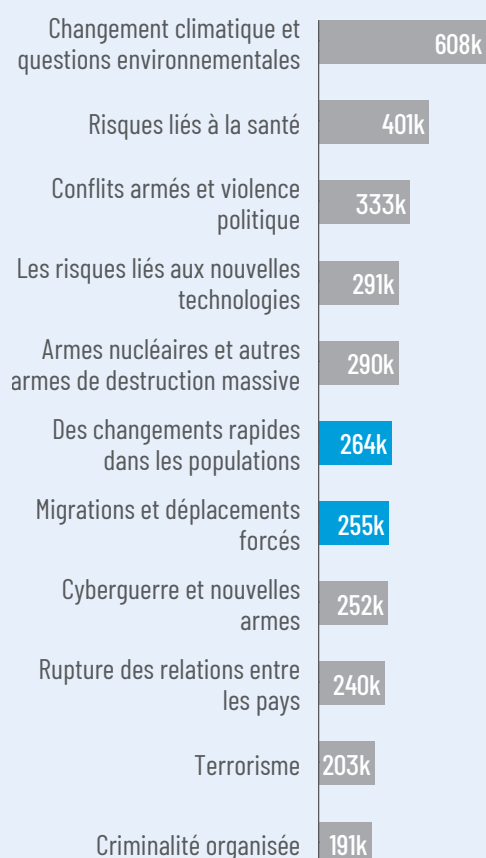
Sur la circulation des personnes en tant que point de pression des inégalités

Les migrations internationales et rurales-urbaines sont considérées comme contribuant à l'augmentation de la population dans les villes où le nombre de pauvres est plus élevé, en particulier en Asie et en Afrique subsaharienne. En Inde, les participants ont discuté de l'impact des politiques de verrouillage de COVID-19 sur les tendances de la migration rurale-urbaine qui se traduisent par des transports insuffisants, des pénuries d'eau, d'assainissement et de nourriture et un mauvais accès aux soins médicaux.

L'utilisation élevée des ressources par les habitants des pays riches a été considérée comme ayant des conséquences environnementales

désastreuses, affectant à leur tour la migration et la santé. Les participants ont identifié les pressions démographiques sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la pollution de l'air, l'épuisement des combustibles fossiles et des minéraux, la destruction des habitats et la

Enquête de l'ONU75 sur les menaces futures : Plus de 250 000 personnes interrogées considèrent les changements démographiques, les migrations et les déplacements forcés comme des menaces futures



Question de l'enquête UN75 : Laquelle de ces tendances mondiales pensez-vous que cela affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

contamination toxique des sols et des ressources en eau comme affectant principalement les pauvres.

Les participants ont souligné que la crise des réfugiés et l'inégalité d'accès aux voyages réguliers et à la migration pour de nombreuses personnes originaires de pays à faible développement humain étaient à la fois un symptôme de l'inégalité mondiale et une cause d'inégalité supplémentaire, en particulier lorsque les réfugiés et les migrants ne sont pas traités de manière juste et humaine, et conformément au droit international. Ils ont fait remarquer qu'un « monde unique » ne sera pas possible tant que les inégalités fondamentales ne seront pas éradiquées, que la paix ne remplacera pas les conflits et que les personnes contraintes

de se déplacer ne pourront pas voyager en toute sécurité. Les participants s'attendent en grande partie à ce que les déplacements de personnes à travers le monde se poursuivent. Ils ont discuté de la nécessité de créer une nouvelle catégorie de « réfugiés climatiques ».

« *Comprendre la dynamique de la population et anticiper les changements démographiques à venir sont essentiels à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable* ».

Association of Professional Social Workers & Development Practitioners, Inde, âge, profession et sexe différents..

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

« Le temps est venu pour les gouvernements et les acteurs internationaux de transformer les modèles de développement, de repenser les arrangements économiques mondiaux et d'orienter les efforts de coopération multilatérale vers la réalisation de l'Agenda 2030. Nous avons déjà à notre disposition de nombreux outils et solutions, qui sont nécessaires. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique de mettre en œuvre et de forger une alliance solide de partenaires volontaires qui peuvent se soutenir mutuellement dans leurs efforts pour atteindre les objectifs fixés. L'inégalité et l'exclusion ne sont pas inévitables ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte signifie, pour les participants, s'engager à mettre pleinement en œuvre l'Agenda 2030. Ils ont convenu que pour progresser vers une société plus juste, plus inclusive et plus durable, tous les acteurs devront prendre des mesures énergiques à tous les niveaux de décision. Les participants veulent un monde où les richesses sont réparties plus équitablement, avec un soutien aux plus défavorisés, et en tenant les plus riches responsables du partage de ce qu'ils accumulent.

Les participants de toutes les régions et de tous les groupes d'âge veulent voir l'accès aux services de base, aux soins de santé gratuits et universels, à l'éducation gratuite et universelle de la petite enfance à l'éducation des adultes, et à la sécurité alimentaire. La réduction de la pauvreté et le redressement post-COVID-19 ont été jugés vitaux, tout comme le soutien aux groupes vulnérables et marginalisés, notamment ceux des régions rurales et éloignées, les réfugiés, les migrants et les peuples autochtones.

« La pauvreté et l'inégalité empêchent les gens de trouver et de partager des idées et de prendre des mesures qui feront la différence. La pauvreté et l'inégalité ne permettront pas à certaines idées en herbe de briller et les idées qui pourraient simplement nous sauver tous seront jetées dans l'obscurité et ne se concrétiseront jamais ».

*Ole Anders Røsand, Norvège, 15 ans
et moins, étudiants, mixte.*

Les participants voulaient un monde dans lequel les réfugiés et les migrants pourraient non seulement survivre, mais aussi s'épanouir. Un monde où ils sont traités de manière égale, équitable, légale et avec des garanties de respect de leurs droits, avec la satisfaction des besoins fondamentaux tels que la nourriture, le logement, la sécurité, l'aide sociale (si nécessaire), le droit au travail, l'éducation et le soutien linguistique. Les participants ont discuté de la nécessité de trouver des solutions nouvelles et permanentes au nombre croissant de réfugiés vivant dans des camps, de garantir à chacun l'accès à un voyage sûr et de démanteler les politiques de migration fondées sur la punition et la dissuasion.

« Les dix prochaines années sont le moment pour l'éducation de se transformer en un bien public accessible à tous, indépendamment du sexe et du lieu ».

Dialogue organisé par l'impact académique des Nations unies, en ligne, âge, profession, sexe.

Les participants des régions touchées par les conflits et les catastrophes ont appelé à une inclusion plus égale des femmes, des personnes handicapées, des personnes LGBT(QI+), des personnes âgées et des peuples indigènes, y compris un meilleur accès à l'éducation, aux infrastructures, à la santé, au travail et à la représentation politique.

« Les personnes transgenres continuent encore aujourd'hui à être confrontées à beaucoup de haine et de discrimination, à un niveau élevé de violence et à des résultats de santé médiocres ».

*Association of Professional Social Workers & Development Practitioners and the State Legal Services Authority, Chandigarh, Inde,
âge, profession et sexe différents.*

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont convenu que des approches intégrées et une action progressive des diverses parties prenantes sont nécessaires pour garantir que personne ne soit laissé pour compte. Ils ont proposé les solutions suivantes.

Inclusion des groupes marginalisés et vulnérables

Les participants au dialogue ont appelé leurs gouvernements nationaux à garantir l'inclusion

des groupes vulnérables dans le processus décisionnel :

- Des politiques visant à assurer l'inclusion de la communauté LGBTQI+ et des personnes handicapées dans les réunions politiques, en tirant parti des technologies et innovations numériques. Les participants du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont appelé à des politiques nationales plus inclusives pour les personnes handicapées, telles que la création de postes de fonctionnaires, l'adoption d'un programme

national pour la protection des droits et la création d'une base de données pour informer l'élaboration des politiques.

- Les gouvernements ont été encouragés à respecter l'indépendance et l'autonomie des peuples indigènes et à améliorer les communications avec les communautés indigènes rurales. En Mongolie, les participants ont proposé la création d'un « Conseil des anciens » avec une représentation sectorielle égale au parlement ; en Colombie, les participants ont souhaité que les communautés indigènes soient incluses dans les processus décisionnels, notamment en ce qui concerne leurs régions et territoires, l'exploitation minière, la fracturation et d'autres projets de développement ; au Costa Rica, les participants ont appelé le gouvernement à élaborer des politiques et des programmes visant à récupérer le territoire ancestral, les traditions et la culture des descendants d'Afro-Costa Rica.

Les participants ont appelé les gouvernements et les Nations unies à assurer l'inclusion des groupes vulnérables dans les procédures des Nations unies et le respect de leurs droits :

- Diversifier les types d'aide au développement à l'étranger pour soutenir les pays où les conditions économiques des femmes, des enfants, des personnes âgées et des pauvres sont particulièrement difficiles.
- Les participants des États-Unis ont proposé de transformer la Déclaration des droits des peuples autochtones en une Convention sur les droits des peuples autochtones.
- Les participants à de nombreux dialogues en Inde ont appelé le gouvernement à lutter contre la maltraitance des enfants par une mise en œuvre et une application plus strictes des politiques et dispositions correspondantes.

Les gouvernements ont été encouragés à garantir les droits universels des personnes handicapées et à promouvoir l'établissement d'une convention des Nations unies pour protéger les droits des personnes âgées :

- Les participants des États-Unis ont appelé les États membres à ratifier les conventions existantes pour la prévention du travail des enfants, rappelant que si les conventions 138 - Age minimum pour les travaux non agricoles et 182 - Pires formes de travail des enfants ont des taux de ratification élevés, les conventions C010 - Age minimum pour les travaux agricoles et C123 - Age minimum pour les travaux souterrains ont des taux de ratification beaucoup plus faibles (55 et 41 pays respectivement).

Les participants ont proposé que le secteur privé joue un rôle dans la lutte contre le racisme et la création d'opportunités économiques pour les femmes et les minorités ethniques :

- Promouvoir leur inclusion dans les postes de direction et offrir des programmes de formation. Un exemple discuté est le réseau du Pacte mondial dans le mouvement brésilien « L'équité est une priorité », qui établit des objectifs clairs pour augmenter le nombre de femmes dans les postes de direction avant 2030. On espère maintenant lancer une initiative similaire avec une approche ethno-raciale.

Assurer l'accès aux services de base pour tous

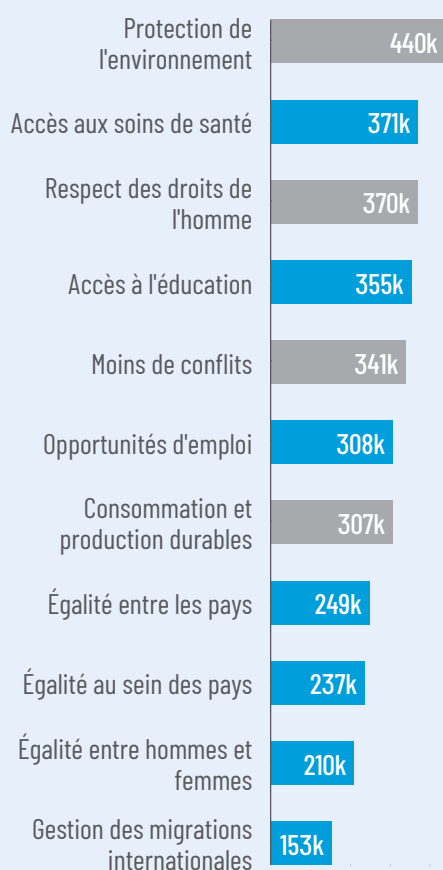
Les participants ont encouragé les gouvernements à garantir des soins de santé universels et la sécurité alimentaire pour tous :

- En Égypte, les participants ont proposé d'inclure les soins de santé mentale dans les services de santé de base et d'améliorer le contrôle de l'enregistrement des naissances grâce à des applications technologiques et à l'infrastructure des TIC.
- Au Brésil, en Colombie, au Tadjikistan et aux États-Unis, les participants ont encouragé les gouvernements à agir sur la sécurité alimentaire en accordant des subventions économiques aux agriculteurs, en finançant des techniques agricoles innovantes et

des programmes de repas scolaires, en mettant en place des cours d'éducation et de sensibilisation et en collaborant à des dons de nourriture entre les épiceries et les organisations communautaires.

- En Afghanistan, les participants ont déploré le faible accès à Internet dans les zones rurales, ce qui a limité non seulement la fourniture de services de soins de santé, mais aussi les directives de prévention de base de COVID-19.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités à long terme : Accès aux services de base, emploi, égalité dans et entre les pays



Question de l'enquête UN75 : Si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Le Secrétaire général a été appelé à encourager un accord international pour garantir la gratuité de l'eau et de l'assainissement pour tous :

- Un dialogue étudiant en ligne a appelé à la promotion du droit à l'eau et à l'assainissement, en particulier pendant la pandémie, par le biais du soutien des infrastructures et des techniciens de l'eau et de l'assainissement.
- En République de Gambie, les participants ont appelé à un soutien international pour assurer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, en particulier pour les communautés les plus touchées par la pandémie.

Se concentrer sur l'accès équitable à une éducation de qualité

Pour garantir une éducation de qualité pour tous, les participants au dialogue ont proposé que les gouvernements encouragent la réforme de l'éducation pour répondre aux besoins futurs.

- Ils ont suggéré de se concentrer sur les sphères politique, économique, sociale et de durabilité, et de financer des collaborations entre les gouvernements et les dirigeants communautaires pour parvenir à la culture numérique dans les pays en développement.

Les participants ont demandé aux gouvernements de veiller à ce que l'éducation soit abordable pour tous les niveaux de revenus et qu'elle soit universellement inclusive, indépendamment du sexe et de l'origine ethnique.

- Les participants ont appelé à l'inclusion des filles dans l'éducation, à la garantie du respect de leurs droits et à la lutte contre les mariages précoces qui empêchent leur scolarisation. Ils ont également demandé aux gouvernements de garantir l'égalité d'accès aux technologies éducatives et de renforcer les bibliothèques publiques, essentielles pour améliorer la culture nationale et la qualité de vie.
- Les participants du Costa Rica ont souligné la nécessité d'une meilleure éducation pour la population d'origine africaine.

« Construire et améliorer les établissements d'enseignement qui tiennent compte des enfants, des handicaps et des sexes et qui offrent à tous des environnements d'apprentissage sûrs, non violents, inclusifs et efficaces ».

UN75 Confederation of Young Leaders Uttar Pradesh State Team, Inde, âges et professions mixtes.

Les participants ont appelé les écoles à améliorer la formation des enseignants, le matériel pédagogique et les programmes de développement des compétences.

- En Inde, les participants ont encouragé les écoles à contrer les contraintes patriarcales qui limitent l'éducation des filles. Les participants aux dialogues dans les pays à revenu moyen et faible, notamment le Botswana, la Colombie, l'Inde et le Tadjikistan, ont souligné l'importance de l'accès à l'éducation en renforçant les services et les infrastructures éducatives dans les zones rurales et en offrant une éducation à la petite enfance.
- Les participants ont appelé la communauté internationale à garantir l'égalité d'accès à l'éducation pour les garçons, les filles et les enfants handicapés, ces derniers nécessitant des installations améliorées, comme l'installation de rampes, et des formations pour les enseignants afin de les aider à s'occuper des enfants atteints d'autisme et de handicaps cognitifs.

« Renforcer les bibliothèques publiques en tant qu'acteurs clés dans l'amélioration et le positionnement de la culture nationale et de la qualité de vie ».

Jorge Helmer Valencia Ayala, Colombie, âge mixte, bibliothécaires publics, principalement des femmes.

Promouvoir l'inclusion socio-économique

Les gouvernements ont été encouragés à mettre en œuvre un revenu de base universel et à s'attaquer aux inégalités économiques par des politiques de soutien économique et une réforme fiscale :

- Aux États-Unis, les participants ont demandé que les cadres de protection sociale soutiennent les petites et moyennes entreprises et le secteur informel, avec une portée communautaire pour les plus vulnérables.
- Au Kenya, les participants ont proposé d'augmenter le salaire minimum, d'étendre l'impôt sur le revenu et de rendre le code des impôts plus progressif.
- Les participants de Corée du Sud ont proposé d'améliorer les environnements de travail, en offrant par exemple un congé parental obligatoire.

« [...] introduire des régimes de soutien en espèces, par exemple des allocations familiales, des pensions et/ou des régimes de revenu de base qui peuvent améliorer la résilience des citoyens aux chocs, en accordant une attention particulière aux nouvelles formes de vulnérabilité parmi les groupes comme les pauvres des villes ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

Les participants ont demandé aux Nations unies de donner la priorité au soutien des communautés les plus touchées par COVID-19, et aux communautés rurales mal desservies.

- Au Kazakhstan, les Nations unies ont été encouragées à allouer une part plus importante des budgets aux programmes en faveur

des zones rurales et isolées. En Chine et en Mongolie, les participants ont demandé une aide financière et ont souhaité que les populations vulnérables ou rurales puissent accéder aux services financiers.

Faire face à la crise des réfugiés et des migrants

Les participants au dialogue ont imploré les gouvernements d'améliorer les politiques/ services d'immigration :

- Les participants aux multiples dialogues aux États-Unis ont appelé à une gestion meilleure et plus humaine des arrivées de réfugiés et de migrants, et à une intégration plus harmonieuse grâce à la fourniture d'un soutien initial si nécessaire, comme des vêtements, des cartes de transport, un logement et un conseil juridique.
- Certains participants ont souligné la nécessité d'un soutien adapté pour les demandeurs d'asile LGBTQ+.
- Les services gouvernementaux de migration devraient s'attaquer à la hausse du chômage liée à la pandémie au sein des communautés de migrants, en étendant le soutien aux migrants indépendants dont les activités cessent pendant la période de fermeture, par exemple par le biais de plans de réhabilitation ou de programmes d'emploi.
- Les participants ont demandé aux gouvernements du monde entier d'ouvrir davantage de visas humanitaires et de réfugiés pour permettre la réinstallation des millions de réfugiés vivant dans les camps afin qu'ils puissent reprendre leur vie et contribuer à la société.

Les participants ont appelé le système des Nations unies et les gouvernements à améliorer la gestion des flux migratoires internationaux :

- Les participants ont suggéré de réexaminer le champ d'application de la Convention sur les réfugiés, afin d'assurer la protection des

personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de celles qui sont forcées de migrer en raison du climat ou d'une catastrophe.

- Les participants ont exprimé leur inquiétude quant aux conditions de vie dans les camps de réfugiés, où de nombreux réfugiés passent toute leur vie. Non seulement les conditions de vie, l'éducation, la langue et les possibilités d'emploi pour ceux qui vivent dans les camps devraient être améliorées, mais les gouvernements ont été appelés à offrir davantage de possibilités de réinstallation permanente aux réfugiés.
- Les participants ont demandé au HCR d'évaluer les risques et les avantages de l'utilisation des nouvelles technologies, d'aider les migrants forcés et les réfugiés, et de travailler avec les ONG et les entreprises pour renforcer l'accès des migrants aux technologies.
- Les participants ont demandé à l'OIM d'élaborer un cadre international permettant d'inclure les perspectives des migrants et des populations locales pour créer des récits sur la migration afin de lutter contre la xénophobie et la discrimination.
- Les participants à de nombreux dialogues se sont concentrés sur les jeunes migrants. Certains ont proposé d'organiser des entretiens périodiques avec les jeunes migrants afin de comprendre leurs buts et objectifs, et de les mettre en contact avec des ressources éducatives. Ils ont suggéré d'établir des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et professionnel et le secteur privé pour promouvoir la programmation, le financement et créer des opportunités d'emploi.

ANALYSE DES MÉDIAS²

48 % de la couverture médiatique dans 70 pays s'est concentrée sur les inégalités fondées sur l'identité, y compris les groupes marginalisés et les minorités, le sexe, la race, l'orientation sexuelle et la religion

Viennent ensuite les inégalités économiques intérieures (écart salarial, pauvreté), avec 41 % de la couverture médiatique.

L'accès aux services de base a été classé deuxième dans la couverture médiatique des inégalités en Afrique subsaharienne, et troisième en Amérique du Nord, en Amérique latine et aux Caraïbes et en Asie centrale. L'accès au travail était également en bonne place.

En Europe et en Amérique du Nord, les médias ont régulièrement couvert les disparités de richesse, tandis que la corruption et l'instabilité économique et politique étaient présentes dans plusieurs pays

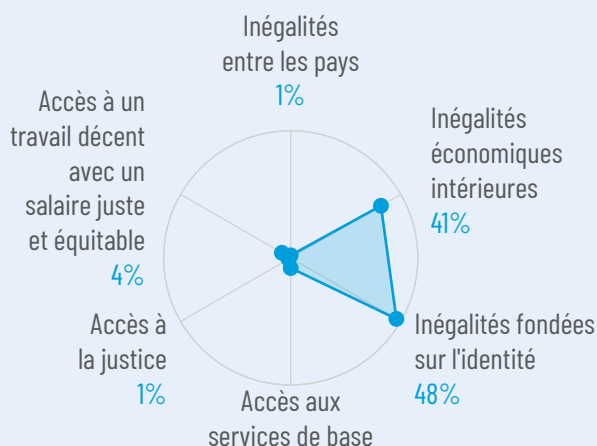
à faible développement humain. COVID-19 a été cité dans toutes les régions comme aggravant les inégalités actuelles.

La couverture médiatique internationale a eu tendance à se concentrer sur la manière dont les inégalités fondées sur l'identité peuvent conduire à des violations des droits de l'homme.

En Amérique latine, les inégalités entre les sexes liées à la violence et à l'accès aux services et au travail étaient importantes. En Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les inégalités nationales et mondiales fondées sur l'identité ont été couvertes, y compris la discrimination à l'égard des musulmans ou des personnes d'origine asiatique pendant la pandémie.

En Amérique du Nord, et parfois en Afrique subsaharienne, la couverture médiatique s'est concentrée sur la couverture sanitaire universelle en relation avec les politiques gouvernementales.

➔ Dans 70 pays, les médias se sont principalement concentrés sur les inégalités fondées sur l'identité, suivies par les inégalités économiques intérieures.



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Les médias se concentrent sur les inégalités fondées sur l'identité dans toutes les régions

| | |
|---------------------------------|--|
| Asie et Australie | 1. Inégalités économiques intérieures 2. Inégalités fondées sur l'identité |
| Europe et Asie centrale | 1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Accès à un travail décent avec une rémunération équitable |
| Amérique latine et Caraïbes | 1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Inégalités économiques intérieures |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 1. Inégalités entre les pays 2. Inégalités fondées sur l'identité |
| Amérique du Nord | 1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Inégalités économiques intérieures |
| L'Afrique subsaharienne | 1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Accès aux services de base |

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Bloom, T. 2019 [“When Migration Policy Isn’t about Migration: Considerations for Implementation of the Global Compact for Migration”](#) Ethics & International Affairs.
- Browne, S. 2017 [Sustainable Development Goals and UN Goal-Setting](#).
- Campagnolo, L. & Davide, M. 2019 [“Can the Paris Deal Boost Sustainable Development Goals Achievement? An assessment of climate mitigation co-benefits or side effects on poverty and inequality”](#) World Development.
- Forestier, O. & Kim, R. 2020 [“Cherry-picking the Sustainable Development Goals: Goal prioritization by national governments and implications for global governance”](#) Sustainable Development.
- Fukuda-Parr, S. 2016 [“From the Millennium Development Goals to the Sustainable Development Goals: shifts in purpose, concept, and politics of global goal setting for development”](#) Gender & Development.
- Guan, T. & Xue, L. 2019 [“世界各国是如何执行全球可持续发展目标 \(SDGs\) 的?”](#) Chinese Journal of Population, Resources and Environment.
- Ignatov, A. et al. 2019 [«Подходы ведущих стран-доноров к внедрению ЦУР в национальные стратегии устойчивого развития»](#) International Organisations Research Journal.
- Kanie, N. & Biermann, F. (eds) 2017 [Governing Through Goals: Sustainable Development Goals as Governance Innovation](#).
- Lisk, F. & B. Šehović, A. 2019 [“Rethinking Global Health Governance in a Changing World Order for Achieving Sustainable Development: The Role and Potential of the ‘Rising Powers’”](#) Fudan Journal of the Humanities and Social Sciences.
- McArthur, J. & Rasmussen, K. 2019 [“Classifying Sustainable Development Goal trajectories: A country-level methodology for identifying which issues and people are getting left behind”](#) World Development.
- Pedrajas, M. 2017 [“La Última Milla: Los desafíos éticos de la pobreza extrema y la vulnerabilidad en la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible de Naciones Unidas”](#) Veritas.
- Pham-Truffert, M. et al. 2020 [“Interactions among Sustainable Development Goals: Knowledge for identifying multipliers and virtuous cycles”](#) Sustainable Development.

Recherche et rapports sur les politiques

- Africa Progress Panel 2018 [Making Progress Towards Attaining the Sustainable Development Goals in Africa](#).
- Bill & Melinda Gates Foundation 2020 [“2020 Goalkeepers Report: COVID-19 - A Global Perspective”](#).
- Fitzpatrick, S. et al. 2020 [Destitution in the UK](#).
- Foresti, M. & Hagen-Zanker, J. (eds) 2018 [“Migration and the 2030 Agenda for Sustainable Development”](#) Overseas Development Institute.
- Kharas, H., McArthur, J. & Ohno, I. (eds) 2019 [Leave No One Behind: Time for Specifics on the Sustainable Development Goals](#).
- Ladd, P. & Bortolotti, E. 2020 [Protecting and Supporting Vulnerable Groups Through COVID-19 Crisis](#), UN Research Institute for Social Development.
- Sachs, J. et al. 2020 [Sustainable Development Report 2020: The Sustainable Development Goals and Covid-19](#), Sustainable Development Solutions Network & Bertelsmann Stiftung.

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 [« Façonnons notre avenir ensemble »](#).

- Samman, E. et al. 2018 [SDG progress: fragility, crisis and leaving no one behind](#), Overseas Development Institute.
- The World in 2050 2018 “[Transformations to Achieve the Sustainable Development Goals](#)”.
- UN 2020 “[Progress towards the Sustainable Development Goals: Report of the Secretary-General](#)”.
- – 2020 [A UN framework for the immediate socio-economic response to COVID-19](#).
- – 2019 [The Secretary-General’s Roadmap for Financing the 2030 Agenda for Sustainable Development 2019-2021](#).
- UNDP 2017 [Strong Partnerships, Stronger Impact - Working with Governments and IFIs for Development Results](#).
- –2018 [What does it mean to leave no one behind?](#)
- UN & World Bank Group 2018 [The UN-World Bank Group Strategic Partnership Framework for the 2030 Agenda](#).
- Harari, Y. 2020 “[The world after coronavirus](#)” Financial Times.
- Lieberman, A. 2020 “[How off track are the SDGs, exactly? We don’t know, but it might not matter](#)” Devex.
- Oosterhof, P. 2020 “[The 2030 Agenda as Blueprint for a Post-COVID World](#)” SDG Knowledge Hub.
- Richter, C. 2020 “[SDG Reviews Reveal Inadequate Attention to Migrants, but Some Good Practice](#)” SDG Knowledge Hub.

Ressources de données et outils

Commentaires et articles d’opinion

- Agrawal, R. 2020 “[Why we need a re-look at the global development agenda and the SDGs](#)” Eval4Action.

- [Global Multidimensional Poverty Index](#) [UN].
- [Global Partnership for Sustainable Development Data](#).
- [Global SDG Indicators Database](#) [UN].
- [Human Development Index](#) [UN].
- [SDG Good Practices](#) [UN].
- [SDG Index](#).
- [SDG Lab](#).